

NOS THÉMATIQUES

2021 - 2025

THÉMATIQUE 1

CITOYENNETÉ, JUSTICE
& ÉQUITÉ

THÉMATIQUE 2

CULTURE, ÉDUCATION
& ALTÉRITÉ

THÉMATIQUE 3

ÉCOLOGIE, PRODUCTION
& CONSOMMATION

INTRODUCTION

Au cours de notre processus d'évaluation (2019-2020), nous avons remarqué que la question des systèmes de domination avait toujours été présente dans nos thématiques et notre engagement sans toutefois avoir été explicitement nommée. Lors du quinquennat précédent, dans notre thématique 2 « Décrypter l'organisation du monde pour le transformer », nous avons indiqué notre volonté d'analyse critique de la société. Cette démarche nous avait semblée primordiale pour aborder nos trois autres thématiques. Il fallait décrypter l'organisation du monde pour le transformer sur le plan social (notre thématique 1), éducationnel et culturel (notre thématique 3) et environnemental (notre thématique 4).

Fort de ce constat, nous pensons aujourd'hui que ce décryptage qui conduit à nommer les rapports de force, à identifier les dominations et les privilèges présents à tous les niveaux de la société, ne doit pas être traité séparément et doit faire partie intégrante de chacune de nos thématiques. De même que l'écologie s'est imposée dans le monde politique comme un thème transversal et est à présent intégré dans tous les programmes, le thème des rapports de domination doit trouver sa place dans chacune de nos thématiques car il tend à dénoncer un système complexe et non l'un ou l'autre fait isolé.

Dès lors, il faut le dire, clairement, inlassablement : oui, il est question de domination dans les rapports sociaux ; oui, il est question de domination dans l'éducation ; oui, il est question de domination dans l'écologie. Et ces dominations, bien sûr, se croisent. Voilà pourquoi il est important de décrypter, de défaire les rouages, de faire preuve d'esprit critique et d'ouverture – c'est aussi la mission que se donne l'éducation permanente. Pour les cinq ans à venir, nous travaillerons autour de trois thématiques au sein desquelles une attention particulière sera donnée à ce qui faisait auparavant office de thématique à part entière.

Nous tenons aussi à ne pas perdre de vue les rouages de dominations et de privilèges à l'œuvre au sein de notre propre réseau pour ne pas reproduire inconsciemment ce que l'on voudrait dénoncer.

DOMINATION DANS LE RÉSEAU ?

Notre public ne fréquente pas de blancs hors des institutions. C'est dommage et c'est ça qu'on es-

saie de palier avec Culture & Développement. Ici, ils rencontrent d'autres belges sympas. Eux ils voient des gens, ils ne voient pas la structure raciste. C'est nous qui faisons le lien avec les structures. C'est nous qui faisons le lien en discutant avec eux, en leur faisant comprendre le racisme structurel, déclarait une de nos animatrices lors de notre évaluation. De fait, le premier empêchement à lutter contre son oppression, c'est de ne pas se sentir opprimé (Delphy, 1977). Donc, avant la lutte, il y a la découverte de l'oppression, de son existence autour et contre soi.

Evoquer les systèmes de domination – le racisme, le patriarcat, le capitalisme, la grossophobie, l'âgisme, le validisme... –, c'est pointer les discriminations évidentes dans notre société mais c'est aussi prendre en compte le caractère invisible de celles-ci, en ce qu'elles reposent sur l'habitude et l'absence de remise en question de nos propres façons d'être et d'agir au quotidien. Prendre conscience de notre possibilité d'être dominé·e·s et dominant·e·s, c'est prendre conscience de nos propres privilèges.

En outre, l'éducation permanente nous paraît pertinente pour aborder ces questions où chacun continue, au contact de l'autre, à apprendre et à questionner ses propres savoirs et habitudes.

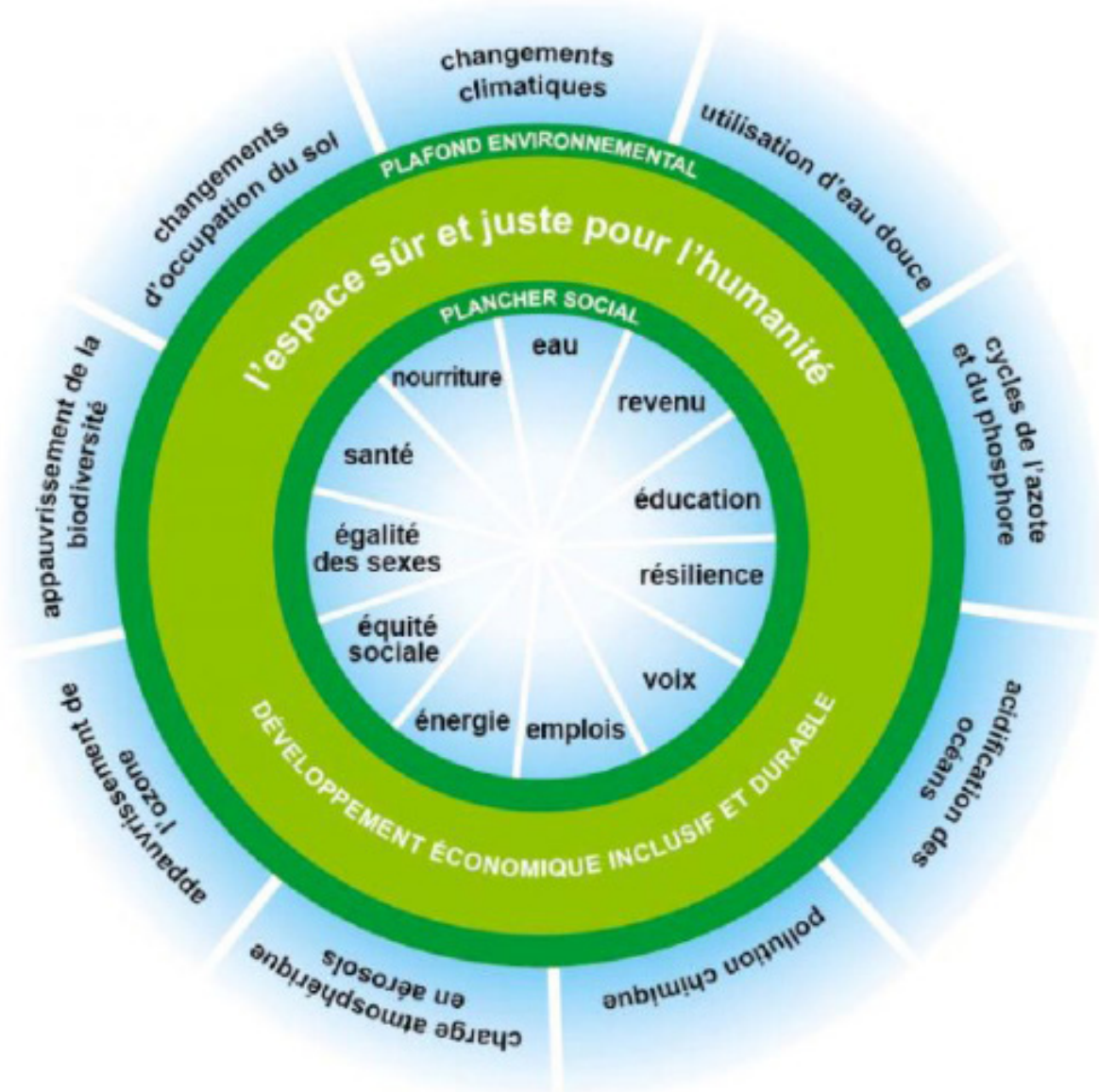
UNE ÉCRITURE ÉGALITAIRE

Nous avons rédigé les textes de nos nouvelles thématiques en utilisant le concept d'écriture inclusive. Si ce concept fait toujours débat dans la société et au sein même de notre réseau, nous voulons dire ici, avec les mots d'Olivier Bonfond, que *bien sûr, certains considéreront que cela n'en vaut pas la peine, que c'est un détail et que cela alourdit inutilement la lecture. Mais que, convaincus que la langue et la grammaire sont en partie le reflet et le produit d'une société et que l'idéologie qui sous-tend la langue française est sexiste, nous pensons qu'il est très important de déconstruire le postulat selon lequel le masculin l'emporte sur le féminin, que ce soit en matière de grammaire ou dans tout autre aspect de la vie* (Bonfond, 2020). La langue française n'étant pas neutre, elle contribue à rendre invisible le genre féminin, pourtant très présent chez Culture & Développement. Ainsi, en espérant répondre de manière cohérente à cette inégalité symbolique entre les genres, on trouvera dans les textes suivants l'emploi du point médian.

LA THÉORIE DU DONUT

Toutes nos réflexions autour de la formulation de nos thématiques nous ont menés fréquemment au constat de leur évidente transversalité. Les questions sociales, culturelles, écologiques et économiques nous paraissent intimement liées, pour ainsi dire : inséparables. Cette transversalité appuie d'ailleurs, à nos yeux, la cohérence de notre réseau. Aussi, afin de mieux penser cette connexion entre nos trois thématiques, nous voudrions les appréhender à partir d'un concept récent proposé par Kate Raworth : *la théorie du Do-*

nut (Raworth, 2018). Ce Donut est la représentation schématique, métaphorique, de nos enjeux. Il présente un espace sûr et juste pour l'humanité placé entre un « plafond environnemental » et un « plancher social », soit deux limites à ne pas franchir si l'on veut préserver l'humanité. Ce schéma permet d'associer les enjeux d'intégrité environnementale et de justice sociale dans un seul et même modèle. Il appelle à un travail commun renforcé entre des acteurs travaillant sur ces différents enjeux en leur offrant des points de connexion, une vision décloisonnée.



UN MODÈLE ÉCONOMIQUE

Le choix de ce modèle du Donut, créé par un économiste, n'est pas un hasard. Si l'on veut bien considérer que nos trois thématiques s'inscrivent au sein de ce modèle, celui-ci permet d'affirmer que l'économie s'y trouve partout, inévitable et pesante. Penser nos thématiques en considérant les contraintes, les privilèges et les dominations que crée le système économique, le capitalisme, c'est encore penser leur transversalité. Rappelons ici que l'appellation Culture & Développement traduit les préoccupations du réseau, qui entend rendre du sens au développement, en tentant d'enrayer la prise de pouvoir disproportionnée de la sphère économique qui se fait, dans le système ultralibéral actuel, au détriment de la culture et du social.

UN DONUT DE THÉMATIQUES

Nous proposons d'inscrire notre action au cœur de ce modèle, en ce sens que la thématique 1 correspond au « plancher social », la thématique 2 à « l'espace sûr et juste pour l'humanité » et la thématique 3 au « plafond environnemental ». Bien sûr, il s'agit là d'un modèle peu nuancé, mais c'est une image forte qui nous permet de penser notre réalité concrète et complexe à partir d'un modèle commun.

Ainsi, nous pouvons tracer un Donut de thématiques pour le réseau Culture & Développement. Travailler l'une, c'est penser les deux autres, et inversement.



Références :

- Bonfond O. (2017), *Il faut tuer TINA*, Cerisier, p. 15.
Delphy C. (1977), *Nos amis et nous*, Questions féministes 1, p. 28.
Raworth K. (2018), *La théorie du Donut*, Plon.

CITOYENNETÉ, JUSTICE & ÉQUITÉ



DROITS DE L'HOMME INÉGALITÉS DISTRIBUTION DES RICHESSES

CLIMAT DE MÉFIANCE PERTE DE CONFIANCE LES INVISIBLES VIOLENCES INSTITUTIONNELLES

INDIVIDUALISATION DES ENJEUX SOCIAUX COLLECTIFS VISION POLITIQUE AUTORITAIRE ET INÉGALITAIRE

COUPES BUDGÉTAIRES LUTTES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES PLANCHER SOCIAL

JUSTICE SOCIALE ET DÉMOCRATIE SÉCURITÉ SOCIALE INCLUSIVE

PORTRAIT OPTIMISTE DE L'HUMANITÉ CITOYENS >< CONSOMMATEURS NOMMER LES DOMINATIONS

SOLIDARITÉ ET COLLECTIF ÉMANCIPATION CITOYENNE

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité¹, dit l'Article premier de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Pourtant, l'ironie dénonciatrice de la Déclaration partielle des Non-droits de l'Homme apparaît pertinente quand elle déclare que, effectivement, beaucoup d'humains naissent et que la liberté et l'égalité en dignité et en droits dépendent fortement du lieu où vous êtes né-e, de qui sont vos parents, et de quel gouvernement bombarde d'autres peuples (et/ou le vôtre) en son nom².

De fait, les inégalités entre les citoyen·nes sont loin d'avoir disparues au cours des dernières années. Quand on sait que *seules les 2.153 personnes de la planète qui ont un patrimoine supérieur à 1 milliard de dollars détiennent 60% de la richesse mondiale et que 26 d'entre eux concentrent autant de richesses que la moitié de l'humanité³, que la fortune des milliardaires augmente de 2,2 milliards €/jour alors que la précarité globale augmente⁴... ou encore que, en Belgique, les dix familles les plus riches du royaume cumulent une fortune de 73.8 milliards d'euros, tandis qu'un Belge sur sept vit sous le seuil de pauvreté⁵, comment ne pas céder, particulièrement pour les plus pauvres d'entre nous, sinon au désespoir, à la méfiance ?*

Notre système politico-social, non content de les augmenter, produit les inégalités et les exclusions. On parle aujourd'hui d'un véritable *climat de méfiance, porté par l'Etat lui-même, qui enjoint les institutions, les mutuelles, les CPAS et autres acteurs sociaux à traquer la « fraude fiscale » ou encore à « activer » des allocataires soupçonnés de se complaire dans leur situation de pauvreté⁶. Ce « contrôlisme » contribue à instaurer une méfiance et une perte de confiance pour les citoyen·ne·s dans l'aide qu'est censée leur apporter l'Etat. Les différentes attaques que subit régulièrement la sécurité sociale, pourtant mécanisme de solidarité et instrument de démocratie historique en Belgique, vont sans aucun doute dans le sens de cette baisse de confiance.*

Outre la perte de confiance en l'appareil politique supposé démocratique et solidaire, la perte de confiance en soi est tout aussi préoccupante. *La visibilité est mise à mal dans nos sociétés contemporaines et surtout celle des « invisibles » : les jeunes de banlieue, les adultes analphabètes, les étrangers,*

les minorités, tous ceux qui dans l'espace public sont cachés derrière des murs⁷. Car derrière les murs, derrière les obstacles, on n'est plus à même d'exercer sa citoyenneté. Quand les aléas de la vie en décident autrement et quand la solidarité n'est pas mise en avant, c'est l'individualisme et l'égoïsme qui priment, le chacun pour soi, l'auto-défense et le repli sur soi. Les invisibles, les exclu-es sont de plus en plus mis à l'écart et stigmatisé-es sans que jamais la responsabilité du système ne soit réinterrogée radicalement. De fait, quand une population est méprisée et rejetée par la société, elle ne trouve de solution que dans l'entre-soi. Entre-soi qui, de plus, n'est pas problématique lorsqu'on fait partie de la majorité, de la classe dominante.

Nous constatons aujourd'hui avec quelle difficulté certain·nes tentent d'accéder aux allocations d'insertion et de chômage, ce même chômage qui est trop souvent considéré comme la conséquence d'un problème individuel et non pas comme un phénomène structurel, à de nombreux facteurs comme la conjoncture économique, l'enseignement, la mobilité, l'accueil des enfants, etc. De fait, une individualisation des enjeux sociaux collectifs se fait toujours plus grandissante. Alors que le plein emploi n'existe pas, c'est le-la chômeur·euse qui est considéré·e comme le problème, et le système n'est pas remis en question. On regarde l'arbre, pas la forêt qui brûle derrière... et les citoyen·nes peinent à conserver leurs droits et à se réinsérer dans un système excluant.

À l'échelle européenne, même mondiale, et la Belgique n'y fait pas figure d'exception, les dernières années ont profité aux représentants politiques d'une vision plus autoritaire et inégalitaire. À titre d'exemple, il faut citer *la multiplication des mesures répressives, racistes, sexistes et antisociales : déchéance de nationalité qui crée des citoyen·nes de seconde zone, criminalisation de la solidarité avec les migrant·es et chasse aux exilé·es dans la Méditerranée, nombreuses entraves au droit de grève ou encore attaques du secret professionnel pour les assistant·es sociaux·les... Celles-ci constituent autant d'atteintes directes à nos droits fondamentaux.⁸ Bien sûr, c'est aussi le résultat de plusieurs décennies de politiques de coupes budgétaires dans les services publics et la sécurité sociale, de précarisation du travail, fruits amers d'un projet de société qui vise à la compétition généralisée de tou·tes contre tou·tes⁹.*

Aussi, à l'heure de la globalisation et du changement climatique, la consommation des plus privilégié·es a un impact direct sur les conditions de vie des plus pauvres. La lutte sociale est donc insépa-

nable des questions environnementales (notre thématique 3). *Nous pouvons aujourd'hui établir avec certitude que ce sont les pays les plus riches et les plus industrialisés, qui ont le plus émis de gaz à effet de serre. On sait également que ce sont les individus les plus riches qui ont les modes de vie les plus polluants et destructeurs du vivant.*¹⁰ Ne pas défendre la justice sociale revient donc aussi à ne pas prendre en compte les dominations qui s'annoncent de plus en plus fortes sur le terrain de la justice climatique.

OBJECTIFS

En termes d'objectifs, il s'agit donc de défendre un plancher social solide, qui ne laisse passer personne au travers et soutient véritablement les individus. *Le plancher social retient onze nécessités de vie ou « dimensions de vie » distinctes, correspondant aux besoins humains dont personne ne devrait manquer : une alimentation saine et nutritive, l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, l'accès aux soins de santé, à une éducation gratuite, à un logement décent, à des services énergétiques adéquats, à des revenus suffisants, à des réseaux de transport et d'information. Ces objectifs doivent être atteints dans le respect de la justice sociale et de la démocratie. Ce plancher social s'appuie sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui établit le droit de chaque individu à la majorité des nécessités de base.*¹¹

Nous entendons défendre des droits citoyens, acquis au cours d'une importante histoire sociale et que nous ne voulons voir ni disparaître ni réduire. En les décryptant, nous voulons aussi dénoncer les injustices sociales, le non-respect des droits fondamentaux et ainsi défendre un modèle de société qui nous paraît plus juste et équitable. Nous entendons défendre une sécurité sociale inclusive, non excluante, et lutter contre les coupes opérées dans cette même sécurité sociale ayant pour effet d'exclure les citoyen·ne·s et de les pousser vers la pauvreté.

Aussi, face au climat de méfiance, il faut opposer un portrait plus optimiste de l'Humanité. Le système néolibéral a oublié qu'Adam Smith¹², père des sciences économiques modernes, avait lui-même écrit que *la constitution de l'homme renferme évidemment certains principes qui l'intéressent au sort des autres, et qui lui rendent nécessaire le bonheur de ses semblables lors même qu'il n'en retire aucun avantage que le plaisir d'en être témoin*¹³. De quoi réfléchir la domination des élites qui font constamment état d'un nombre trop élevé de soi-disant assis-

té·e·s, occultant par là-même leur statut personnel de véritables privilégié·e·s. Nous sommes des citoyens, avec des droits, avant d'être les consommateurs soumis aux injonctions d'un système libéral.

Nommer les dominations (capitalistes, financières, administratives, politiques...) et les privilèges qui agissent dans la société – et dans notre propre réseau – dans une démarche critique et autocritique doit nous conduire à identifier comment s'expriment les inégalités que nous prétendons dénoncer.

De plus, nous choisissons la solidarité face à l'individualisme, la force du collectif face à la pauvreté de l'égoïsme de classe, pour promouvoir les liens plutôt que les biens et construire une société juste et équitable. Nous entendons promouvoir l'émancipation citoyenne dans des valeurs de respect et d'ouverture en nous opposant au modèle dominant du système capitaliste qui écrase littéralement les plus faibles.

STRATÉGIES D' ACTIONS

Dans notre réseau, les stratégies d'action sont diverses et répondent aux besoins primaires des individus et des collectifs.

- Groupes de paroles et d'implication/d'action locale
- Partage des parcours de vie en faisant se croiser les réalités des différents publics
- Favorisation de l'émancipation et de l'estime de soi de publics précarisés par des ateliers d'expression, d'échange, de rencontres
- Mise en place de groupes d'échanges, de réflexions et d'actions
- Utilisation et créations d'outils culturels (théâtre-action, vidéos, livres...) pour dénoncer, interpeller, favoriser le changement
- Soutien aux alternatives et micro-alternatives

CULTURE, ÉDUCATION & ALTÉRITÉ



ALTÉRITÉ PRÉJUGÉS DOMINATION CULTURELLE IDÉOLOGIE DU MÉRITE LOGIQUE DE COMPÉTITION

ÉMANCIPATION CITOYENNE ALPHABÉTISATION COMMUNICATION ESPACE SÛR ET JUSTE

CLASSES DOMINANTES EXPRESSION DE LA CULTURE PERSONNELLE CULTURE DE PAIX

GESTION DE LA DIVERSITÉ MODÈLE INTERCULTUREL ÉMANCIPATION DES FEMMES

PAULO FREIRE CULTURE COMME MOTEUR DIFFÉRENCE COMME FORCE

LUTTE CONTRE LA SPHÈRE ÉCONOMIQUE DÉCRYPTAGE DES MÉDIAS RICHESSE DU RÉSEAU

Dans la sphère de l'éducation, les enjeux sont immenses. L'éducation, en effet, porte la question de l'altérité, du rapport à l'autre dans ses différences et ses points communs. Construire le vivre ensemble, vouloir créer un espace juste et équitable, c'est aller à la rencontre de l'autre, c'est permettre la communication, penser les formes et les moyens du dialogue.

Les préjugés et le manque de respect de l'autre sont à l'œuvre constamment dans notre société. *La banalisation par de nombreux partis de discours habituellement réservés à l'extrême droite, qui aboutit à la montée d'agressions physiques islamophobes, racistes, antisémites ou encore à l'encontre des personnes LGBTQI+ (...) a achevé de préparer le terrain pour la remobilisation des courants identitaires et néo-fascistes. Les paroles préparent le terrain aux actes*¹⁴ et véhiculent trop souvent des idées reçues, des clichés sur les autres cultures qui produisent, de fait, des violences – physiques et symboliques.

Ce que nous voulons évoquer – et nommer – ici, c'est la domination culturelle, particulièrement à l'œuvre dans l'éducation et nos rapports sociaux.

Dès l'enfance, par exemple, l'idéologie du mérite contribue à rendre invisibles les rouages d'un système soi-disant équitable. *Bien que le mérite puisse en apparence être cohérent avec un idéal démocratique, il devient aujourd'hui un élément de justification de la place de chacun dans la société. (...) Le mérite devient un indicateur de la valeur de tout citoyen et ce, sous le prisme unique de l'effort : ne serait ainsi méritant que celui qui fournirait suffisamment d'efforts. On retrouve là le vieil adage « toute peine mérite salaire plus actuellement employé sous la forme « tout travail mérite salaire ». Cette vue s'articule avec la conviction que tout dépend de nous, comme si nous pouvions maîtriser complètement le cours de notre vie. Poussée jusqu'au bout, cette logique méritocratique aboutit (...) à la banalisation du mal (...) qui se manifeste par notre indifférence à la souffrance d'autrui et à l'exclusion sociale, par l'amputation de notre capacité réflexive.*¹⁵ Or, il apparaît clairement que le milieu social, le genre, la couleur de peau, la religion décident fortement du sort de chacun-e.

De même, nous déplorons la logique de compétition qui met à mal notre rapport à l'autre dans la société et à fortiori dans le système scolaire. *La Société sera faite pour l'Ecole et non l'Ecole pour la Société* avait souhaité Gaston Bachelard. Précisément,

c'est l'inverse qui se produit trop souvent puisque l'école et l'éducation sont abordées en perspective d'un marché de l'emploi, d'une société productiviste où les citoyen·nes deviennent des consommateurs·trices. La logique de compétition réduit l'élan naturel de coopération et de solidarité, elle exclut les plus faibles. De plus, la logique d'exclusion est banalisée, on culpabilise toujours celui qui apprend moins bien, moins vite... *Être compétitif aujourd'hui, c'est une des conditions essentielles de la réussite sociale ; c'est le seul but proposé par la société. Or, une société qui propose à la jeunesse la compétition comme seule morale de vie est une société gravement malade*¹⁶ écrivait justement Jacques Lacarrière.

Dès lors, la culture et l'éducation apparaissent comme les lieux où tous les citoyen·nes, précarisés ou non, exclu·es ou non, marginalisé·es ou non, les publics issus de milieux populaires ou plus privilégiés ont l'occasion de se rencontrer et de construire une véritable émancipation citoyenne.

Pour Culture & Développement, l'éducation est aussi la question de la lecture et de l'écriture, de l'alphabétisation. *En Fédération Wallonie-Bruxelles, on estime que l'illettrisme touche une personne sur dix, soit à peu près 300.000 personnes. Et encore, c'est sans compter les élèves dont le niveau de lecture est insuffisant, les sans-papiers, les personnes étrangères n'ayant pas la nationalité belge...*¹⁷ Ne pas pouvoir se servir du langage écrit, c'est compliquer son émancipation citoyenne, c'est se trouver perdu·e dans les tâches quotidiennes (devoirs des enfants, permis de conduire, rédaction d'un CV...), c'est ne pas pouvoir se défendre ou exprimer ses valeurs, c'est être exclu·e en partie de la vie d'une société. Ne pas pouvoir lire et écrire, c'est compliquer aussi son rapport aux médias et aux nouveaux moyens de communication. Aussi, à l'heure où la communication entre individus s'effectue de plus en plus sur les réseaux sociaux où chacun (personnalité publique ou non) exprime son avis – qui bien souvent tient davantage de la réaction que de l'opinion, rapidité d'internet oblige à l'époque de l'hyperconnectivité –, il est urgent de constater que ces réseaux *créent du tribalisme. Orienté par des algorithmes, créés par les GAFA, ils conduisent l'internaute à s'enfermer dans un dialogue permanent avec des personnes qui partagent les mêmes valeurs, les mêmes lectures, les mêmes indignations et mode de consommation. On rencontre moins l'altérité*¹⁸ sur les réseaux sociaux.

Bien sûr, nous ne voulons pas croire naïvement que les classes dominantes veuillent développer une forme d'éducation qui permette aux classes

dominées de comprendre et se défaire des injustices sociales. De même, les discriminations s'exercent aussi à notre insu et il convient – en travaillant à les décrypter et à les nommer – de les rendre visibles et de les pointer au sein de nos propres représentations et de nos propres structures.

OBJECTIFS

Au travers de la culture, de l'éducation et de l'ouverture à l'autre, il s'agit de défendre un espace sûr, sur le plan environnemental, et juste, sur le plan social, dans lequel l'humanité entière peut vivre et s'exprimer. Un espace où il est *moins question d'amener les gens à la culture que de favoriser l'expression de la leur ou tout du moins de leur identité, moins de les caractériser en termes de manque de culture qu'en termes de production et d'apports potentiels* ¹⁹.

Nous voulons promouvoir un réel espace du vivre ensemble, un lieu où est valorisé le concept de culture de paix, *un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats* ²⁰.

Confronté directement à la gestion de la diversité, le réseau Culture & Développement, entend défendre un modèle interculturel (et pas assimilationniste ou communautariste). *L'interculturalisme est un modèle qui vient des acteurs et des pratiques de terrain. Il émerge de ceux qui vivent au quotidien la question de la gestion de l'interculturalité. Il s'agit dès lors d'une démarche politique ascendante plus proche d'une démocratie participative*²¹, plus proche aussi de notre vision de l'éducation permanente. *Il s'agit de reconnaître les cultures et les identités de chacun sans les hiérarchiser ni les nier mais d'inclure d'autres ethnothéories, des immigrés, par exemple.*²² Dans nos structures, une attention particulière est accordée, dans cette diversité, à l'émancipation des femmes, particulièrement en proie à la domination culturelle.

En s'appuyant sur les travaux du pédagogue Paulo Freire, Culture & Développement veut aussi penser une critique radicale de l'enseignement et mettre l'accent sur l'action culturelle comme moteur de changement et de développement dans notre société. L'éducation doit apprendre la présence de l'autre, l'altérité, l'ouverture à l'autre comme un moteur du vivre ensemble et du développement personnel. Nous pensons essentiel de cultiver la différence et d'en faire une force, songeant que *la leçon essen-*

*tielle de l'évolution est que les handicaps peuvent se transformer en moteurs. Imaginez que l'on accepte ce point de vue dans les écoles ! La plupart des interventions humaines, des découvertes décisives, ont été le fruit de l'effort fait pour surmonter un handicap. C'est exactement le contraire de la trop fameuse compétition*²³. Au travers de nos actions, nous voulons d'ailleurs aussi dénoncer et tenter d'enrayer la prise de pouvoir disproportionnée de la sphère économique, au détriment de la culture et du social.

Quant à l'illettrisme, si l'on tend à considérer, dans la lignée de Paulo Freire, que le langage est *une production complexe et problématique d'une compréhension particulière du monde et qu'il est donc une forme de production culturelle dans laquelle on peut intervenir par le décodage*²⁴, notre objectif sur ce point est de continuer avec énergie et enthousiasme notre travail d'alphabétisation au sein d'un réseau de partage d'expériences. On notera d'ailleurs que l'analphabétisme s'exerce à différents niveaux et ne concerne pas seulement les publics précarisés. Nous sommes pour beaucoup incapables de lire et de remplir certains types de documents essentiels à notre émancipation citoyenne (dossiers administratifs, feuilles d'impôts...). Le langage se transforme rapidement en un lieu d'exclusion et chacun doit l'avoir éprouvé à son niveau. Ici encore, c'est l'entraide et le partage qui prévaut à nos yeux.

De même, l'alphabétisation rend plus praticable les nouveaux moyens de communication, souvent important pour nos publics. Et bien qu'internet et la rapidité excessive de la surinformation peuvent effrayer tant on y trouve tout et son contraire, des fake news aux théories conspirationnistes les plus délirantes, l'on peut considérer aussi *le phénomène de manière positive et constater que le public s'informe et questionne*²⁵. L'éducation permanente que nous défendons doit aussi accompagner ce désir d'émancipation citoyenne, en décryptant les informations et les médias, en valorisant l'esprit critique et l'ouverture aux questionnements.

Enfin, nous restons conscient-es qu'il ne faut pas penser ingénument que seul l'éducation réussira la transformation de l'ordre donné, *c'est uniquement l'une des multiples formes d'intervention politico-culturelle*²⁶. C'est pourquoi il nous semble cohérent d'aborder la justice sociale et les questions liées à l'environnement dans nos autres thématiques. Nous insistons encore sur la richesse du réseau Culture & Développement qui permet la rencontre entre des publics différents aux réalités parfois très opposées. Chacun, manifestement, gagne à apprendre de l'autre et nous voulons les confronter pour créer des espaces de dialogue.

STRATÉGIES D' ACTIONS

Dans notre réseau, les stratégies d'actions sont diverses et répondent aux besoins primaires des individus et des collectifs.

- Défendre une éducation active et bienveillante, qui vise l'autonomie et la responsabilisation, pour tous et tout au long de la vie
- Soutien à la parentalité
- Valorisation de l'expression culturelle et valorisation des connaissances toujours à remettre en question, dans une visée d'émancipation, tant des apprenant·es que des enseignant·es.
- Partage des outils et des moments formatifs d'éducation à la culture de paix
- Valorisation d'autres modes de pensée, d'apprentissage et de communication, dans tous les secteurs et tous les milieux
- Au-delà de l'expression personnelle, développement d'espaces et de moments d'expression collective
- Mise en avant de la richesse de l'approche interculturelle et de ses trois démarches, pour susciter la réflexion sur l'immigration aujourd'hui, essentiellement par des témoignages et expressions de ceux qui la vivent
- Partage des diverses réalités et l'accès aux autres cultures
- Vision des conflits comme quelque chose de constructif et non d'excluant
- Promouvoir d'autres voies éducatives et pédagogiques à visée émancipatrice
- Identification des rapports de force pour mieux les cibler et les déconstruire

ÉCOLOGIE, PRODUCTION & CONSOMMATION



CRISES ENVIRONNEMENTALES

JOUR DU DÉPASSEMENT DE LA TERRE

CULPABILITÉ INDIVIDUELLE

RESPONSABILITÉS POLITIQUES

ALIMENTATION

PRODUITS NÉFASTES

EMPREINTES ÉCOLOGIQUE

RENTABILITÉ ABUSIVE

CROISSANCE ET ÉQUILIBRE

PLAFOND ENVIRONNEMENTAL

DÉNONCER LE SYSTÈME CAPITALISTE

PARADIGME HOMME-BIOSPHÈRE

ALTERNATIVES ET COOPÉRATIVES

ÉQUILIBRE ET STABILITÉ

ALIMENTATION DURABLE

RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

PRIVILÈGE GÉNÉRATIONNEL

*Le spectacle de la destruction n'est plus une surprise. Il nous sidère, il ne nous étonne plus.*²⁷ En effet, les défis environnementaux ne sont plus un secret pour personne. *Notre maison brûle*, répète inlassablement la jeune activiste controversée Greta Thunberg, se faisant l'écho d'une déclaration de Jacques Chirac au 4e Sommet de la Terre (Johannesburg, 2002) : *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs*. Cette fois, pourtant, il semble que l'évidence du problème ne soit plus à démontrer tant chacun·ne peut constater quotidiennement les effets des dérèglements climatiques.

Chaque année, le « jour du dépassement de la Terre » intervient plus tôt. Nous consommons trop et trop vite, notre planète n'a pas le temps de régénérer ses ressources qui nous sont pourtant vitales. À l'échelle planétaire, ce jour du dépassement était estimé aux environs du 31 décembre en 1989 et aux environs du 29 juillet pour l'année 2019. D'après Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU : *Pour la Belgique, cette date se situerait plutôt au 1er avril, c'est-à-dire que nous consommons en Belgique en moyenne l'équivalent de quatre planètes. C'est-à-dire que si tout le monde avait le niveau de consommation des Belges, il faudrait 4 planètes pour satisfaire nos besoins.*²⁸

Si le lien entre les dérèglements climatiques – en visible hausse ces dernières années – et l'activité humaine ne sont plus à prouver, c'est pourtant ici encore sur les individus, et trop rarement sur les décisions politiques, que portent les injonctions et la culpabilité. *La présence très marquée de discours individualisant sur les problèmes écologiques (« il suffirait que chacun fasse sa petite part pour sauver la planète ») contribue à masquer des enjeux de classe et d'inégalités plus structurelles.*²⁹ Dès lors, il ne s'agit plus de se référer au célèbre colibri de Pierre Rhabi qui se targue d'au moins faire sa part du travail en transportant de l'eau, goutte après goutte, pour ne pas même éteindre l'incendie. La réalité des dérèglements climatiques n'a cessé de montrer que l'activité humaine est en cause et que le même colibri gagnerait donc plutôt à dénoncer et combattre, ne serait-ce qu'une par une, les raisons de l'incendie plutôt que de s'évertuer à feindre de le maîtriser.

Aujourd'hui, on demande aux citoyen·nes de trier leurs déchets, de faire preuve de vigilance quant au gaspillage, de se déplacer le moins possible en voiture, de consommer de manière éthique, etc. ; or

les citoyen·nes que nous sommes, qui prennent des mesures à leur échelle, attendent aussi des mesures exemplaires de la part des Etats qui n'en fournissent pas assez. Les USA sont sortis des accords de Paris sur le climat ; les COP se succèdent et alignent autant d'ambitions que d'échecs ; les plus grandes entreprises s'octroient le droit de polluer sans recevoir de sanction gouvernementale ; les offres de transports en commun sont insuffisantes pour que chacun se passe de sa voiture – surtout dans les campagnes ; le salaire moyen ne permet pas la consommation unique de produits bio... à tout niveau, la liste d'exemples pourrait être longue pour pointer les incohérences de la politique face à l'urgence environnementale. De plus, les lobbies ont infiltré tous les niveaux de pouvoir et contribuent à influencer les décisions pourtant capitales pour le sort de l'humanité.

Notre inquiétude quant au respect de l'environnement est aussi dirigée bien entendu sur notre qualité de vie, notre santé et a fortiori notre alimentation. La dégradation manifeste de notre environnement est aussi due à un usage intensif de produits néfastes dans la production alimentaire (pesticides, engrais chimiques, semences hybrides, OGM, etc). Ces produits visent à assurer une rentabilité maximale dans un contexte de mondialisation économique et d'industrialisation massive de l'agriculture, où dominent les multinationales, au détriment d'une production de qualité et de proximité. On trouve des produits toxiques dans notre alimentation. Les modes de production, de consommation et d'acheminement des produits font exploser l'usage des transports (avions, bateaux, camions...). Pommes d'Argentine ou de Nouvelle-Zélande, fruits d'Espagne, pommes de terre d'Israël, du Chili ou du Pérou, soit autant de multiplicateurs de l'empreinte écologique pour notre seul pays. Le système économique actuel génère une intense pollution (plastiques, emballages et autre obsolescences programmées de bien manufacturés).

Aussi, la question du rapport au monde animal s'est vue largement questionnée ces dernières années. Des groupes militants ont fait savoir, multipliant les preuves, comment la société productiviste bafoue trop souvent des règles fondamentales d'éthique et d'hygiène quant à la production de viande en vertu d'une rentabilité abusive. C'est toujours la croissance économique, dans tous les domaines de production et de consommation, qui fait loi. De plus, *nous avons construit un système économique qui n'envisage pas de fin à la croissance : au contraire, quand celle-ci ralentit, les gouvernements font tout ce qu'ils peuvent pour la faire revenir. Il faut entrer dans l'âge de la maturité économique. C'est la ques-*

*tion économique existentielle de notre siècle. Le XXe siècle était l'âge de la croissance. (...) La maturité du XXIe siècle sera de comprendre que la croissance n'est qu'une phase de la vie et d'essayer d'imaginer ce que peut être une économie qui a fini de grandir et peut maintenant « prospérer ».*³⁰

OBJECTIFS

Il s'agit donc de défendre un solide plafond environnemental qui correspond aux limites planétaires, neuf limites écologiques qu'il ne faudrait pas dépasser pour préserver la stabilité de la planète (changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, changements d'utilisation des sols, acidification des océans, utilisation mondiale de l'eau, appauvrissement de l'ozone stratosphérique, augmentation des aérosols dans l'atmosphère, introduction d'entités nouvelles dans la biosphère)³¹. Défendre ce plafond environnemental, à l'évidence, c'est lutter directement pour notre survie et notre bien-être.

*Aucun mécanisme de marché n'arrêtera la catastrophe climatique provoquée par le marché. La destruction de la société et de la nature sont les deux faces d'une même médaille. Réparer la société et la nature demande impérativement de produire moins, transporter moins, et partager plus, pour satisfaire les besoins sociaux réels, pas ceux de l'accumulation du capital. C'est un choix de société, un choix de civilisation. Il ne peut être posé et tranché que dans les luttes. L'ennemi doit être clairement désigné : l'ennemi, c'est le système capitaliste, productiviste, exploiteur, raciste, patriarcal et mortifère.*³²

Nous voulons défendre une vision radicale, soutenue par les constats d'urgence à échelle mondiale, en commençant par changer de paradigme. Trop souvent, l'écologie tend à penser que la nature est en danger et qu'elle doit lui venir en aide. Or, à une nuance près – mais quelle nuance ! – l'humanité doit sauver la biosphère dont elle fait partie. *Loin de présider au sommet de la pyramide de la nature, l'humanité s'inscrit au cœur du tissu de la nature. Nous sommes intégrés au monde vivant, et non séparés ou au-dessus : nous vivons dans la biosphère, pas sur la planète.*³³

Culture & Développement veut défendre la mise en place d'alternatives, de coopératives citoyennes, de projets collectifs (groupements d'achats, jardins collectifs, tables d'hôtes, Repair café...), de

l'économie solidaire et sociale. Parfois au contact direct avec les agriculteurs, nous voulons créer des synergies et des espaces de dialogues entre le-la consommateur-trice et le producteur-trice pour créer ensemble des marchés de consommation locale et équitable.

Nous voulons défendre une vision de la consommation et de la production qui ne soit pas soumise au besoin perpétuel de croissance mais qui, au contraire, mette en avant l'équilibre et la stabilité.

Nous voulons aussi, en faisant se croiser nos regards et nos réalités diverses, rester vigilants quant au fait que l'alimentation durable, que nous entendons promouvoir, *même si elle semble vouloir prôner un modèle de société égalitaire, ne réduit pas magiquement les inégalités sociales. De ce point de vue, le constat est même terrible, puisqu'elle semble s'adresser principalement à une population favorisée. On peut se demander si le combat pour une alimentation durable, s'il passe par le marché en mettant en avant la figure du « consom'acteur » ne mène pas souvent au paradoxe d'en exclure les personnes les moins favorisées. Pour contourner ce paradoxe, ne détachons pas la question de l'alimentation du contexte inégalitaire social et structurel dans lequel vivent les individus. Pour favoriser une alimentation durable on pourrait imaginer replacer la focale non pas sur la responsabilité des individus et leurs choix de consommation, mais sur la responsabilité de l'État dans sa gestion de la santé publique et de contrôle des mécanismes de marché dans la production et la distribution alimentaire : interdiction de pesticides, subsides à des produits alimentaires durables de base pour faire baisser les prix à la consommation, repas bio proposés gratuitement ou à faible prix dans les collectivités (écoles, maisons de retraite publiques, etc.). Pour que l'acte politique ne soit pas individuel, à travers la figure du « consom'acteur », mais collectif.*³⁴ Nous ne perdons pas de vue qu'un certain nombre d'enjeux que révèlent le climat doivent être pris en charge par une classe sociale moins concernée – c'est-à-dire moins violemment touchée – par les effets des dérèglements climatiques. Notre réseau présente, et c'est sa force, des publics issus de milieux sociaux différents. La transition écologique et les positions que défend Culture & Développement sur ces questions ne doivent pas faire oublier l'impossibilité, notamment financière, vécues par certains pour répondre positivement aux injonctions qu'elles supposent. En clair, il nous paraîtrait injuste et hypocrite de soumettre les publics défavorisés par le système social à des efforts qu'elles ne pourront fournir décemment.

Nous travaillons les questions sociales, au travers de notre première thématique, et notre réseau permet d'organiser concrètement des rencontres entre différents publics, de classes sociales différentes.

L'urgence et les enjeux de cette thématique sont immenses. Reste à ne pas succomber au pessimisme. Qu'on se rassure, le réseau de Culture & Développement n'a pas vocation à s'apitoyer sur les devenirs du monde, il est trop occupé à y jouer son rôle, actant que *nous sommes la première génération à savoir que nous sapons la capacité du système terrestre à soutenir le développement humain. C'est une idée profonde et nouvelle. C'est aussi un immense privilège parce que cela signifie que nous sommes la première génération à savoir que nous avons désormais besoin de négocier une transformation vers un avenir durable pour la planète.*³⁵

STRATÉGIES D'ACTION

Dans notre réseau, les stratégies d'actions sont diverses et répondent aux besoins primaires des individus et des collectifs.

- Favorisation de la compréhension des impasses du modèle de consommation alimentaire
- Développement et promotion des alternatives citoyennes
- Défense de l'accès à une alimentation saine et à des soins de santé adéquats pour le plus grand nombre
- Valorisation de l'alimentation saine, locale et de saison
- Reconnexion entre le consommateur, le producteur et la terre. Promotion d'une autre expérience de consommation.
- Soutien à l'agriculture paysanne
- Réflexion et partage autour des concepts de décroissance, développement durable, simplicité volontaire...
- Lutte contre la surconsommation
- Promotion de la prise en charge de sa santé, notamment préventivement, par une alimentation, un mode de vie et un habitat sains
- Développement d'autres modes de distribution (circuits-courts entre producteurs et consommateurs)
- Développement de l'économie solidaire et sociale
- Développement d'une économie basée sur le recyclage, le réemploi et la récupération
- Partage d'informations sur l'existence de ces circuits respectueux de la planète
- Sensibilisation à l'impact énergétique et environnemental de la consommation
- Rêver, penser, amener la transition
- Promotion des stratégies résistantes des personnes précarisées
- Travail à l'accessibilité de l'alimentation durable pour les publics précarisés

Références

1. Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, article 1.
2. Power N., Déclaration partielle des Non-Droits de l'Homme.
3. Rapport annuel d'OXFAM, 2020.
4. Ibidem.
5. Bonfond O. (2017), *Il faut tuer TINA*, Cerisier, p. 36.
6. Mahy C. et Janssen A-F. (2020), *Ecrire sur... ou avec les personnes en situation de précarité*, interview par Lecomte R. dans *L'Observatoire* (revue) n°100, p. 51.
7. Rancière J. (2000), *Le partage du sensible*, La Fabrique.
8. La Coalition contre l'extrême droite et le fascisme Stand-up (2019), RTBF, 20/02/2019.
9. Ibidem.
10. Morel Darleux C. (2019), *Le refus de parvenir*, dans PAC (revue), n°60, p. 7.
11. <https://ree.developpement-durable.gouv.fr/themes/enjeux-de-societe/objectifs-de-developpement-durable/le-concept-du-donut/article/presentation-du-concept-du-donut>.
12. Adam Smith (1723-1790), philosophe, célèbre économiste écossais, père des sciences économiques modernes et du libéralisme économique.
13. Raworth K. (2018), *La théorie du Donut*, Plon, p. 132.
14. Carte blanche de la Coalition Stand-Up contre l'extrême droite et le fascisme (2019), RTBF, 16/04/2020.
15. Gauthier-Lenoir J (2013), *D. Girardot, La société du mérite. Idéologie méritocratique et violence néolibérale, L'orientation scolaire et professionnelle*, article (en ligne), 20/02/2020.
16. Jacquard A. et Lacarrière J. (1999), *Science et croyances*, Albin Michel, p. 74.
17. *En Belgique (francophone), un adulte sur dix est analphabète* (2018), Paris Match (article en ligne), 20/02/20.
18. De Coorebyter V. (2019), *La jeunesse des manifestations pour le climat n'est pas représentative*, L'écho (article en ligne), interview de Colleyn M, 20/02/2020.
19. Nossent J-P. *Revenir aux sources de l'éducation permanente*, dans Politique (revue), n°51, *Formation des adultes, contrainte ou émancipation*.
20. « Culture de paix » (définition des Nations-Unies).
21. Nenzi M. (2016-2017), *Les effets sur les parents musulmans de la neutralité telle qu'elle est appliquée par décret dans les écoles communales bruxelloises francophones*, travail de fin d'études, IESSID, p. 43.
22. Ibidem.
23. Jacquard A. et Lacarrière J. (1999), *Science et croyances*, Albin Michel, p. 79.
24. El Achkar S. (2019), *Vie et oeuvre du pédagogue brésilien universel*, Antipodes (revue), n°20, Iteco, p. 13.
25. Hamers J. et Verniers P. (2019), *Infox, le dessous des cartes*, interview (article en ligne), dans Le quinzième jour (revue), 30/01/20.
26. El Achkar S. (2019), *Vie et oeuvre du pédagogue brésilien universel*, Antipodes (revue), n°20, Iteco, p. 8.
27. Kempf H. (2020), *L'écologie du XIXe siècle*, Seuil, p. 9.
28. *En Belgique, la journée du dépassement, c'est déjà le 1er avril* (2017), RTBF (article en ligne), 3/03/2020.
29. (de) Brabandere L. (2019), *Une consommation alimentaire durable et inclusive ?*, Observatoire Belge des Inégalités (article en ligne), 20/02/2020.
30. Lucchese V., *Interview de kate Raworth*, Media Usbek & Rica (article en ligne), 20/04/2020.
31. Raworth K. (2018), *La théorie du Donut*, Plon, p. 65.
32. Tanuro D. (2020), *Climat : l'issue est dans la lutte, pas dans les COP*, Gauche anticapitaliste (article en ligne), 20/02/2020.
33. Raworth K. (2018), *La théorie du Donut*, Plon, p. 157.
34. (de) Brabandere L. (2019), *Une consommation alimentaire durable et inclusive ?*, Observatoire Belge des Inégalités, article (en ligne), 20/02/2020.
35. Rockström J., *The Great Acceleration*, dans Raworth K (2018), *La théorie du Donut*, Plon, p. 79.

Crédit photos : Unsplash, Freepik

Mise en page : Thibaut Creppe

Culture & Développement asbl

Réseau associatif reconnu en Education Permanente réunissant sept associations de Bruxelles et Wallonie.



Siège social : Rue du Beau-Mur 50, 4030 Liège

Coordination : 04 358 04 27

www.cultureetdeveloppement.be